



## ON NE LE DIRA JAMAIS ASSEZ

La défenseure des droits a rendu [un rapport sur les démarches auprès des services publics qui se font de plus en plus en ligne](#). La dématérialisation est un calvaire pour les personnes les moins connectées.

En France, les services publics jouent un rôle essentiel : ils conditionnent l'accès aux droits, entretiennent le lien social et relient chacune et chacun à l'État. Ils sont tenus de garantir l'égalité des usagers, d'assurer une continuité d'action et de s'adapter aux besoins de ceux-ci.



Ce rapport confirme ce que dénonce la CGT Finances Publiques depuis de nombreuses années à la DGFIP à savoir une augmentation de l'e-administration au détriment des accueils physiques.

Cela inverse le rapport à l'utilisateur qui est sommé de s'adapter aux choix technico-politiques.

Au-delà de la superposition des fractures sociales et numériques qui aggrave les inégalités, [cet « État digital » soulève de nombreuses craintes](#).

L'association « La quadrature.net » (asso qui veille sur les libertés individuelles et collectives autour des questions du numérique) soulève des risques pour la vie privée, l'avènement d'une « société de contrôle » appuyée sur l'informatique, les formes aggravées de déshumanisation induites par l'automatisation ou encore l'accentuation des inégalités structurelles.

Cette automatisation bureaucratique repose largement sur la dématérialisation des services.

Il nous faut donc nous interroger sur ces choix qui ne sont donc pas que techniques.

D'autant que cela impacte fortement notre travail au quotidien avec une industrialisation des tâches ôtant toute autonomie dans le travail et le rendant toujours moins intéressant.

## ET ÇA CONTINUE ENCORE ET ENCORE

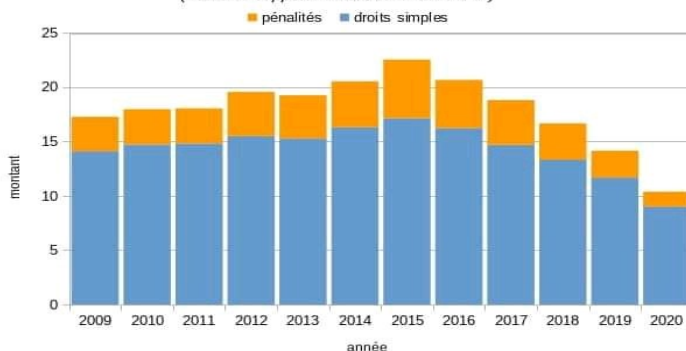
Le nouveau scandale d'évasion fiscale [#SuisseSecrets](#) montre comment la banque Crédit Suisse a hébergé des fonds liés au crime et à la corruption durant plusieurs décennies, au mépris des règles de vigilance s'imposant aux grandes banques internationales.

L'argent de dizaines de dictateurs et d'hommes politiques corrompus, de grosses fortunes à l'origine illégitime ou douteuse, d'individus et d'entreprises frappés par des sanctions internationales, voire de réseaux criminels ou mafieux.

Comment expliquer que cette succession de scandales n'entraîne aucune réaction politique ? Rappelons que l'économie grise ou illégale représente 12,8 % du PIB français d'après l'INSEE. Et la Dgfiip qui devrait être en première ligne pour lutter contre la délinquance financière et les fraudes est bridée :

Contrôle fiscal, droits simples et pénalités de 2009 à 2020

montant en milliards d'euros constants, base 2021  
(sources: rapports d'activité de la DGFIP)



## SUBVENTIONS À LA PRODUCTION

Pour répondre à une « étude » de l'Institut Montaigne, les impôts à la production payés par les sociétés non financières représentent en 2020, 73 milliards d'euros.

En face, elles reçoivent 40 milliards de subvention à la production, sans compter les 60 milliards d'exonérations de cotisations sociales et 17 milliards de subvention d'investissement.

Le solde net est donc de 44 milliards. Soit 1,4% de leur valeur ajoutée et 0,6% de leur production. Le patronat peut-il expliquer la désindustrialisation de la France par ces 0,6% ?

La CGT le rappelle depuis des années, c'est le coût du capital qui pèse trop fort dans la balance, au détriment des salaires et de l'économie.

## DÉFERLANTE POUR L'ÉGALITÉ

Parce que la route est encore longue vers l'égalité réelle Femmes – Hommes, y compris dans la Fonction Publique, parce que les violences sexistes sont toujours présentes, il nous faut toujours et encore nous engager.

La CGT appelle à faire du 8 mars 2022 une journée de grève et de lutte pour dire : l'égalité, c'est maintenant !